

A Sotchi, les JO jettent un froid

Le Monde 2 / 29.08.08 / 18h02

De notre envoyé spécial en Russie

Pendant quinze ans, Sotchi s'est satisfait de sa petite vie émollie et provinciale, dans le souvenir de sa splendeur soviétique où la ville balnéaire attirait les hauts dignitaires et les travailleurs méritants. Tandis que la Russie était livrée aux convulsions de la transition postcommuniste, Sotchi comptait sur ses sanatoriums délabrés, talismans à l'architecture rococo. Les touristes russes qui n'avaient pas encore découvert les charters pour la Grèce ou la Turquie continuaient de séjourner dans ces monuments de béton entourés d'une végétation luxuriante ; ils descendaient à la plage de galets pour se baigner dans la délicieuse mer Noire, puis remontaient dîner dans une salle à manger au plafond d'opéra où des femmes en blouse blanche leur apportaient des boulettes de viande agrémentées de légumes vapeur et d'une compote de fruits. Dans les chambres aux tapisseries zébrées, la radio à boutons restait généralement bloquée sur une fréquence.

Sotchi a retourné son sablier le 4 juillet 2007. Ce jour-là, à la surprise générale, la ville au climat subtropical, où les températures explosent les 30 degrés l'été et où la neige est une incongruité, a obtenu l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2014. Six ans, ça vous paraît loin ? Vu de Sotchi, ça ne l'est guère tant chaque jour est précieux. On manque de comparaison pertinente pour illustrer la tâche des autorités russes, qui ont prévu le plus grand budget de tous les temps pour une telle épreuve : 12 milliards de dollars (près de 8 milliards d'euros). Il sera certainement dépassé.

L'ancien monde n'a pas encore disparu ; mais il est bousculé. Dans la montagne à une heure de route, ou dans la baie, aucun des onze sites olympiques n'est prêt, les coupures d'électricité demeurent fréquentes, mais la spéculation immobilière a déjà commencé avec son lot d'injustices. *"Il n'y a pas d'endroit en Russie, à part à Saint-Petersbourg, où la croissance de l'immobilier est aussi forte qu'ici, affirme Natalia Valieva, directrice générale de l'agence Dominik. On peut réaliser 100 à 200 % de bénéfices en six mois sur des locaux commerciaux, à condition de savoir où investir et avec qui."*

Aujourd'hui, le prix minimum pour un appartement dans le centre est de 200 000 dollars. La chasse aux biens mal enregistrés, proies de choix pour les opérations d'expropriation, est lancée. *"C'est le pillage généralisé, assure Valeri Soutchkov, président d'une association de résidents. Le paradoxe est que la menace vient avant tout des institutions censées protéger nos droits, c'est-à-dire des tribunaux."*

Les façades des sanatoriums ont donc de nouveaux voisins clinquants, des hôtels de luxe tel le Rodina (quarante chambres ou appartements à 900 euros la nuit minimum), que le milliardaire Oleg Deripaska a fait construire pour accueillir ses amis. Une réalisation modeste par rapport à un véritable projet fou, l'île de la Fédération, archipel entièrement artificiel de 330 hectares — qui devrait être construit en mer à 15 km du centre de Sotchi pour 4,4 milliards d'euros.

En ville, les échoppes traditionnelles côtoient les premiers magasins huppés. La circulation est devenue abominable sur l'avenue Kourortny, l'artère principale longeant la côte et traversant la ville de part en part. Les grosses cylindrées noires doivent attendre minuit pour faire crisser leurs pneus sous les palmiers. Les problèmes de transport constituent un casse-tête posés aux autorités, en plus des sites à ériger, des matériaux de construction à acheminer, de l'environnement exceptionnel à préserver, du manque de main-d'œuvre qualifiée, du sous-équipement hôtelier...

Le projet olympique prévoit l'inauguration en 2009 d'une route de contournement de Sotchi pour la désengorger. Sera aussi construit un métro aérien de 50 kilomètres reliant la côte à la montagne en trente-cinq minutes, un rêve dont les habitants se gaussent. Du brouillon à la réalité, il y a un effort d'imagination peu commun à faire. L'argent n'est pas un problème. Pas plus que la proximité avec la Géorgie secouée par la crise ossète : Sotchi n'est qu'à 50 km de l'Abkhazie, l'autre région séparatiste.

"LE VRAI FAR WEST"

Pour Vladimir Poutine, l'attribution des Jeux à Sotchi représentait une victoire politique majeure ; à présent, la concrétisation des promesses de papier constitue un test de crédibilité pour la Russie. Mais le pétrole qui coule dans ses veines et le gaz qu'il inhale rendent l'Etat russe sûr de lui. Aucun projet n'est trop ambitieux pour nourrir le sentiment patriotique, grâce au soutien des plus grandes fortunes du pays. Alliées intéressées dans l'opération "*Sochi 2014*", elles pensent déjà à l'exploitation future de la zone. Le Courchevel russe sera à eux.

Aux avant-postes : Oleg Deripaska, patron du groupe Basic Elément (BASEL, 26,8 milliards de revenus en 2007) ; Vladimir Potanine, de la holding Interros, un des vétérans de l'oligarchie russe ; et enfin Gazprom, le monopole gazier, bras armé de l'Etat dans les relations internationales. Sans appel d'offres, ces trois géants ont obtenu les plus grands chantiers de "*Sochi 2014*". L'Etat, quant à lui, est chargé de réaliser les principales infrastructures pour désenclaver la ville et les sites en montagne, à Krasnaïa Poliana, la "*clairière rouge*".

Celle-ci n'a rien, pour l'instant, d'un site olympique. Avec ses routes défoncées, ses maisonnettes et leur potager offrant une vue de choix sur les montagnes et leur dense forêt, Krasnaïa Poliana fait presque peine à voir. Quelques bouis-bouis accueillent de rares clients locaux pour une bière tiède ou un morceau de poulet hasardeux. Ça n'a pas empêché Martial Simonneau de s'installer ici et de reprendre l'Atmosphère.

Ce restaurant au décor de chalet savoyard est devenu le lieu de rendez-vous des gens qui comptent. Responsables politiques, policiers, bureaucrates au portefeuille épais, sportifs accomplis : tous viennent dans son établissement pour déguster, sur fond de Pierre Bachelet ou de Mireille Mathieu, des plats sophistiqués qui valent au chef français d'être portés aux nues dans la presse locale. En haute saison hivernale, les grands affairistes russes arrivent à toute heure ; ils puisent dans les réserves de Dom Pérignon, de Petrus et de Château Lafite. Dépenser 120 000 roubles (25 000 euros) pour le vin n'est pas rare.

Toute une histoire, ce Martial ! Celle d'un autodidacte qui a bourlingué entre le sud de la France et Paris, avant d'arriver en Russie : d'abord à Moscou, puis dans un casino d'Ekaterinbourg, et enfin à Sotchi, "*le vrai Far West*", comme il dit. Martial Simonneau pourrait parler pendant des heures des règles à respecter, des lois à contourner, des personnels à former, des difficultés administratives, des mentalités si pénibles à changer. Mais le plus instructif est d'entendre ses aventures à Sotchi, où l'a attiré la femme du maire de Moscou, Iouri Loujkov, connue pour son sens des affaires.

EN PLEINE ZONE ÉCOLOGIQUE PROTÉGÉE

Le chef français a découvert une spécialité russe : le projet volontairement compromis, qui sert à transformer un chantier ou un restaurant en simple machine à laver l'argent. "*Un jour, il y a plus de trois ans, on m'a demandé d'ouvrir un restaurant franco-italien sur la côte, dit-il. J'ai donc acheté tout le matériel. Puis on m'a dit finalement d'en faire un établissement géorgien, puis franco-géorgien. Le tout a coûté un million de dollars environ. On n'a jamais ouvert.*" Même scénario avec un café dans le centre de Sotchi. Martial Simonneau s'occupe de tout. Pendant des semaines, son équipe travaille à vide et prépare des plats qu'elle consomme ensuite, faute de clients. Enfin arrive le jour de l'inauguration. L'investisseur fait une visite de dernière minute. "*Dans la salle, il a dit que le marbre était trop sombre. Dans les toilettes, qu'il était trop rosé. On n'a jamais ouvert.*"

Aujourd'hui, le chef français est son propre patron et bénéficie de protections à la mairie. "*C'est indispensable ici*", rappelle-t-il. Il veut ouvrir des petits cafés de restauration rapide en ville et vendre des pâtisseries françaises. En respectant toujours une loi tacite : "*Il ne faut pas faire d'ombre à ceux qui sont déjà là, explique-t-il. On peut être autonome si on occupe un créneau que les Russes ne maîtrisent pas. Ici, tout est difficile, mais rien n'est impossible.*"

Même organiser des Jeux d'hiver ? En réalité, les sites olympiques en montagne ne posent pas de gros problème. Les groupes industriels qui en ont la charge s'activent avec ardeur : les projets de pistes étaient lancés avant l'attribution des Jeux. Les épreuves de ski alpin auront pour cadre les flancs du domaine de

Rosa Khutor, financé par la holding Interros. En ce 5 juillet, c'est l'effervescence à 1150 mètres d'altitude. La station compte des invités de marque : des champions olympiques et surtout Nikolaï Patrouchev.

L'ancien directeur du FSB (ex-KGB), aujourd'hui secrétaire du Conseil de sécurité, est monté jusqu'ici, avec les médaillés, pour planter un petit sapin sous une pancarte à son nom. En arrivant devant les caméras, il se dirige d'un pas décidé vers une des six pelles enfoncées dans la terre fraîchement retournée. On dirait un cimetière ; on n'a rien compris ça s'appelle "*l'allée des étoiles sportives*". Il s'agit de placer les pistes sous le meilleur patronage. Interros espère que les 55 km de tracé seront ouverts à l'hiver 2010-2011.

C'est Gazprom qui a pris le plus d'avance. En janvier 2008, le géant gazier a inauguré la première partie de son domaine skiable, qui accueillera les épreuves de ski nordique et de biathlon. Au départ de la télécabine flambant neuve, des magasins de vêtements hors de prix n'attirent guère de clients, en ce début juillet, malgré les soldes. Les seuls visiteurs sont des Russes en vacances dans la région, curieux de découvrir le haut des pistes livré à la verdure.

Notre guide du service de communication, Anastasia Kojevnikova, affirme fièrement que la station "*est totalement indépendante des autorités municipales. Chez nous, tout fonctionne. Nous avons notre propre électricité, nous acheminons l'eau et nous produisons la nourriture.*" Des cottages de 220 places sont déjà érigés, deux hôtels sortiront de terre dans quelques mois. En haut des pistes, un chapiteau abrite un café. Au bar, une photo de Vladimir Poutine rappelle aux visiteurs qui est le maître.

Piotr Fedine, lui, est un pionnier dans le coin. C'est en 1992 que cet amateur de ski extrême originaire de la capitale régionale, Krasnodar, a créé la station Alpika Service, sur un autre flanc de montagne. "*Les temps étaient difficiles, l'inflation était énorme, se souvient-il. On a tout fait nous-mêmes : la route, l'électricité, le restaurant et les pistes.*" La femme et les trois enfants de Fedine participaient à l'aventure. Pour la première fois, on pouvait skier dans de bonnes conditions à Krasnaïa Poliana.

Pendant seize ans, la station a prospéré. Mais début 2008, Piotr Fedine a dû renoncer à son rêve, la mort dans l'âme. Les JO ont précipité sa perte : Gazprom a décidé de racheter Alpika Service - expression polie, vue la brutalité de l'affaire -, avec le soutien appuyé de l'administration régionale et municipale. "*Après trois ans dépressions, on a dû affronter des plaintes absurdes en justice, ainsi que des tentatives de liquidation judiciaire,* explique Fedine. *Je n'en pouvais plus. J'ai vendu pour 15 millions de dollars, alors que le prix réel est trois fois supérieur.*"

Selon Nikolaï Gavrilov, le nouveau gérant installé par Gazprom - par l'intermédiaire d'une filiale -, le bénéfice annuel de la station se situe entre 2 et 3 millions de dollars. Et ce n'est qu'un début : le conseil d'administration voit grand. "*Nous voulons créer un complexe de chalets de 300 places, de nouveaux magasins, reconstruire entièrement nos équipements...*", énumère Nikolaï Gavrilov.

A l'origine, cette station ne devait même pas accueillir de compétition sportive. Mais la dernière visite éclair de Vladimir Poutine à Sotchi, le 3 juillet, a réservé une bonne nouvelle à son gérant. Devant les caméras, le premier ministre a rappelé à l'ordre les responsables d'Olimpstroi en charge de la réalisation des programmes olympiques. Il a aussi annoncé, à la grande satisfaction des écologistes et du Comité international olympique, que les sites prévus pour le bobsleigh et le village olympique de montagne seraient déplacés. Il faut dire que les concepteurs les avaient imaginés en pleine zone écologique protégée et classée par l'Unesco...

La piste de bobsleigh sera donc creusée sur le domaine d'Alpika Service, a tranché le premier ministre. Une façon tardive de tenir compte de la réalité. Au pays du Plan, rien n'est vraiment planifié. Le projet présenté au CIO avait été imaginé sur tableau noir, sans expertise géologique et écologique préalable, sans étude du cadastre, sans plan de développement urbain.

PRESSION, RÉPRESSION, EXTORSION

Le Parc olympique - qui comprendra le village des sportifs et ses 1 600 chambres d'hôtels, le stadium olympique et deux autres enceintes prévues pour des épreuves sur glace - sera situé sur une bande côtière entre Sotchi et l'Abkhazie, appelée la baie d'Imeritine. Cette vallée fut autrefois exploitée par des sovkhozes, qui profitaient de la qualité de ce sol humide, livré presque toute l'année à la générosité d'un soleil ardent. Ici, assurent les habitants en exagérant un peu, les pêches sont plus sucrées, les raisins plus lourds, les pastèques plus gorgées, les plantes exotiques plus abondantes qu'ailleurs. Ici, dans les parcelles individuelles, les légumes se sentent à l'étroit pour pousser.

Il est vrai que, bien plus que d'hypothétiques salaires, c'est le sol qui nourrit des familles entières, à l'arrière des maisons. Les habitants ont appris avec crainte la désignation de Sotchi comme ville hôte. Leur intuition était juste. La Douma - chambre basse du Parlement - a adopté la loi dite "*olympique*" qui officialise les expropriations au nom de l'événement. Elle permet d'obtenir la vente forcée de biens immobiliers et de terrains appartenant à des particuliers, sans contestation possible. Pour relativiser le manque d'appétit des citoyens russes pour la chose démocratique, il faut comprendre qu'ici, la loi est moins un instrument de régulation des relations entre les personnes privées ou juridiques qu'un outil de pression, de répression, d'extorsion.

Des vacanciers infusent sur la plage de sable noir. Certains malotrus ont garé leur voiture au bord de l'eau, s'étonnant ensuite d'être ensablé. De petites échoppes à l'entrée de bases de repos héritées de l'époque soviétique proposent des sodas et des glaces qui fondent aussitôt ouvertes. Il fait 28 degrés, l'eau est à 22, la vue est paradisiaque. Pas étonnant que les habitants qui occupent les maisons à quelques dizaines de mètres de là depuis des décennies ne souhaitent pas partir.

Il y a ceux qui sont menacés par Olimpstroï en raison des futures installations sportives et ceux qui redoutent la convoitise de BASEL. Le groupe d'Oleg Deripaska est le maître d'œuvre du nouvel aéroport, du futur village olympique et du centre de presse. Il compte surtout bâtir des villas, des hôtels et des attractions touristiques dans cette zone au potentiel énorme.

RELOGÉS DANS UN IMMEUBLE ENCORE FICTIF

Rue Goloubaïa, Volodia s'affaire au-dessus d'une voiture, devant sa maisonnette. Il ne veut pas donner son nom ; et pourquoi pas se dénoncer directement à la milice ? Volodia fête ces jours-ci ses 50 ans ; sur ses bras en sueur luisent des tatouages en souvenir de son service militaire en Allemagne. Calant une cigarette bon marché sous une fine moustache, il s'arrête de bricoler pour confier son ressentiment. "*Ces Jeux sont une catastrophe, on veut nous faire partir*", dit-il. *Un représentant de BASEL est venu en août 2007. Il nous a dit : On ne va pas vous chasser de force, mais on va vous faire une proposition que vous ne pourrez refuser. Tu parles ! Leur idée, c'était un appartement en banlieue de Sotchi, dans un immeuble encore fictif !*"

Une femme énergique a pris la tête de la résistance locale contre la mairie, le gouverneur et BASEL. Nina Rendina vit dans sa jolie maison au patio couvert de vignes ascendantes depuis trente ans, où elles rassemblent ses voisines pour des réunions de crise. Elle a écrit à toutes les instances imaginables, organisé des manifestations, répondu à chaque micro qui se tendait. Nina Rendina veut défendre ses droits. En 2007, après des années d'efforts, elle est parvenue à faire enregistrer à son nom terrain et maison. Mais elle aussi a reçu une visite pressante de représentants d'une société affiliée à BASEL. "*Ils ne nous proposaient rien de concret, se souvient-elle. Ils nous ont juste dit : On préfère incendier vos maisons que de payer le prix du marché. Depuis, en se couchant le soir, on a peur de ce qui peut se passer.*"

L'activisme de Nina Rendina a eu un prix. Outre des problèmes de santé, elle a été attaquée en justice pour enregistrement illégal de ses biens, puis pour "*extrémisme*". Quatre mois après avoir organisé un rassemblement de 300 habitants, Nina Rendina a été convoquée au tribunal en raison de la distribution de feuilles de propagande qu'elles n'avaient jamais vues, prônant la responsabilité pénale des dirigeants qui n'assureraient pas le bien-être de la population. Ironie de l'histoire : c'est auprès du FSB qu'elle a trouvé une oreille attentive. Depuis, ses ennuis judiciaires ont été mis entre parenthèses.

Si on lui faisait une proposition décente, Nina Rendina céderait et partirait, dit-elle. Il en est d'autres, dans la baie d'Imeritine, qui ne plieront pas bagages comme ça, foi de vieux-croyants. Partisans d'un respect strict des principes religieux (ils ne boivent pas, ne fument pas), ces 500 vieux-croyants ne défendent pas que leurs murs, mais aussi la mémoire de leurs ancêtres. Ils sont arrivés ici au début du XX^e siècle à la faveur de la nouvelle tolérance tsariste, après des siècles de persécutions suite au schisme de l'orthodoxie russe au XVII^e siècle. Ivan Terikoutov, un gaillard aux mains broyeuses, raconte volontiers, avec sa voix de stentor, comment tout a commencé. *"Quand nos grands-parents sont arrivés ici, il y avait la malaria, les moustiques et la boue. De cette boue, ils ont fait le paradis. Il n'est pas à vendre !"*

Agé de 67 ans, Terikoutov ne boit pas, ne fume pas, et porte une belle barbe grisonnante : les nouvelles générations, elles, ne respectent pas aussi strictement les préceptes des vieux-croyants. Mais l'attachement à l'identité et à la terre est puissant à tous les âges. *"Nous sommes là depuis cent ans et nous ne partons pas. Aucune négociation, aucune proposition n'est possible,* tranche Dmitri Drofitchev, le porte-parole des vieux-croyants, petit homme de 28 ans à l'esprit vif, diplômé en droit. *Une grand-mère m'a dit qu'elle s'immolerait, un homme m'a dit qu'il prendrait les armes si on essayait de les forcer."*

Kostia, son frère, nous emmène un peu plus loin, pour voir le cimetière des vieux-croyants, au milieu des champs de maïs. L'endroit est paisible et harmonieux. La végétation dense enveloppe les tombes. Lorsqu'elles sont recouvertes par les arbustes et les herbes folles, les vieux-croyants disent que le défunt fusionne avec la nature. Dans un champ voisin, on a dressé un poteau de 20 mètres de hauteur. Il est censé indiquer un des angles d'une future enceinte olympique.

Piotr Smolar